



HAL
open science

La mort du président Lech Kaczyński Une catastrophe aérienne et politique

Charles Zaremba

► **To cite this version:**

Charles Zaremba. La mort du président Lech Kaczyński Une catastrophe aérienne et politique. Jérémie Foa; Elisabeth Malamut; Charles Zaremba. La mort du prince. De l'Antiquité à nos jours, Presses de L'Université de Provence, pp.345-354, 2016, 9791032000434. hal-02065146

HAL Id: hal-02065146

<https://hal.science/hal-02065146>

Submitted on 22 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La mort du président Lech Kaczyński

Une catastrophe aérienne et politique

Charles Zaremba

Aix Marseille Université, ÉCHANGES, EA 4236

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, les relations entre la Russie et la Pologne, ancien État satellite mais aussi ancienne province de l'empire russe, sont tendues. Les célébrations du soixante-dixième anniversaire du massacre de Katyń auraient pu être l'occasion d'un apaisement, d'une réconciliation dans la condamnation des crimes du stalinisme. Les événements tragiques d'avril 2010 en décidèrent autrement.

345

La situation politique de la Pologne en 2010

Depuis ce qu'il est convenu d'appeler la « chute du Mur », la Pologne est une démocratie parlementaire. Le passage du régime dit de démocratie populaire à celui de démocratie sans adjectif s'est fait par voie électorale : à la suite des élections partiellement libres de juin 1989 suivies d'un renversement d'alliance parlementaire – les deux satellites traditionnels du Parti ouvrier unifié de Pologne¹ ayant décidé de soutenir les élus de l'opposition, à l'époque synonyme du syndicat Solidarité, fondé en 1980, interdit en 1981 et « relégalisé » en 1989 – les communistes ont cédé le pouvoir et un Premier ministre d'opposition, Tadeusz Mazowiecki, a été chargé de former le gouvernement. Les accords de la Table ronde prévoyaient que le président de la République serait élu par l'assemblée formée par la diète (chambre basse) et le sénat (rétabli après un demi-siècle d'inexistence) et n'aurait qu'une fonction symbo-

1 PZPR, *Polska zjednoczona partia robotnicza*, « Parti ouvrier unifié de Pologne », parti créé en 1948 par la fusion de PPR (*Polska partia robotnicza*, « Parti ouvrier polonais ») et PPS (*Polska partia socjalistyczna*, « Parti socialiste polonais »). Contrairement à l'Union soviétique et aux autres pays satellites où le monopartisme était la règle, la Pologne a eu trois partis durant toute la période de la « démocratie populaire » : en plus du PZPR, le SD (*Stronnictwo demokratyczne*, « Parti démocrate », censé être le parti de l'intelligentsia) et le ZSL (*Zjednoczone stronnictwo ludowe*, « Parti paysan unifié »). Le pluripartisme n'était cependant qu'une façade, tout le pouvoir étant aux mains du PZPR, le seul à s'arroger le nom de *partia*, les deux autres étant nommés *stronnictwo*.

lique : ce fut le général Wojciech Jaruzelski, celui-là même qui avait instauré la loi martiale en décembre 1981 et fait interdire le syndicat Solidarité. Un an plus tard, en 1990, sous la pression de l'opinion, il démissionne. Le président est dès lors élu au suffrage universel pour un mandat de cinq ans, mais ses prérogatives restent relativement limitées (la plus importante étant la ratification des textes votés par le parlement). Le premier président ainsi élu n'est autre que Lech Wałęsa, fondateur de Solidarité. Les présidents qui lui succèdent sont : Aleksander Kwasniewski (SLD², 1995-2000 et 2000-2005, réélu au premier tour), Lech Kaczyński (PiS³, 2005-2010), Bronisław Komorowski (PO, 2010-2015), Andrzej Duda (PiS, 2015-).

Le parlement est élu pour 4 ans. Les élections parlementaires et présidentielles ne sont pas synchronisées, ce qui entraîne parfois des situations de cohabitation.

Paraissant unie avant 1989, l'opposition se morcelle très rapidement. Sur les dizaines de partis qui voient le jour dès 1990, très peu existent encore de nos jours : les héritiers du parti ouvrier, devenu sociaux-démocrates, se retrouvent dans le SLD, dont les scores électoraux diminuent avec les années. Le parti paysan PSL subsiste, le pays ayant une forte population rurale, mais ne peut exister sur la scène politique qu'à travers des alliances, notamment avec le parti libéral, PO⁴. Les principaux acteurs sont deux partis : PO, libéral et pro-européen et PiS, étatiste, eurosceptique, catholique (et certains diraient même populiste). Les partis PO et PiS ont formé une coalition éphémère en 2002, mais sont actuellement farouchement opposés.

L'élection présidentielle de 2010 était prévue pour octobre. La situation politique était très tendue : Lech Kaczyński avait dissous le parlement en septembre 2007 et les législatives d'octobre avaient donné la majorité à la PO. Grâce à une coalition avec le PSL, Donald Tusk fut nommé Premier ministre – il occuperait ce poste jusqu'en décembre 2014, date à laquelle il prendrait la présidence du Conseil européen. La cohabitation était tumultueuse, le président et le Premier ministre étant en conflit ouvert sur leurs compétences respectives, celles-ci n'étant pas clairement définies dans la Constitution de 1997, notamment en ce qui concerne les relations extérieures. D. Tusk est fermement pro-européen, partisan de la coopération avec l'Allemagne et la Russie, tandis que L. Kaczyński est pro-américain et entend garder ses distances avec ces deux pays, ennemis traditionnels de la Pologne. D. Tusk rencontre régulièrement Angela Merkel, ce qui déplaît au président. Ce dernier a attendu plusieurs mois avant de ratifier le traité de Lisbonne, pourtant voté par les deux tiers du parlement (diète et sénat réunis), et donc aussi par des élus du PiS. Il apporte un soutien manifeste au président géorgien Mikheil Saakashvili dans son conflit avec la Russie, alors que D. Tusk reste plus

2 *Sojusz lewicy demokratycznej*, « Union de la gauche démocratique », parti héritier du PZPR.

3 *Prawo i Sprawiedliwość*, « Droit et Justice », parti populiste, nationaliste, clérical.

4 *Platforma obywatelska*, « Plateforme civique ».

réservé. Bref, on serait bien en peine de trouver un domaine ou une question où la cohabitation de 2007-2010 a été sereine...

Katyń, symbole de la discorde russo-polonaise

Année électorale, 2010 était surtout celle du soixante-dixième anniversaire du massacre par le NKVD de milliers d'officiers polonais inhumés dans plusieurs fosses communes, notamment dans la forêt de Katyń, non loin de Smolensk, en Russie. Cette question pèse sur les relations polono-russes depuis des décennies : les Soviétiques ont d'abord accusé l'armée allemande⁵, puis le sujet est devenu tabou avant de réapparaître dans les années 1970, sans désigner le coupable⁶ jusqu'à ce que *perestroïka* et *glasnost* aidant, Mikhaïl Gorbatchev en 1990 ne reconnaisse la responsabilité soviétique et demande pardon au peuple polonais au nom de l'État, puis Boris Eltsine en 1992, ce dernier ouvrant également les archives de l'ex-URSS⁷.

En 2010, pour des raisons diversement appréciées (volonté louable d'apaiser un conflit et de normaliser les relations avec la Pologne ou tentative de tirer profit des difficultés de la cohabitation pour déstabiliser le pays), Vladimir Poutine, alors Premier ministre de la Fédération de Russie, proposa à son homologue polonais une rencontre à Katyń – où les Polonais commémorent depuis quelques années le massacre, mais jamais en présence des autorités russes. Ce serait l'occasion d'honorer la mémoire de toutes les victimes du stalinisme, la forêt de Katyn recelant également des charniers d'opposants russes. V. Poutine ne s'adressait qu'à son homologue, D. Tusk, qu'il invitait à venir à Katyń le 7 avril, alors qu'il était de notoriété publique que le président L. Kaczyński se préparait aussi à assister à la commémoration, le 10 avril⁸. Des voix, notamment au PiS, s'élevèrent alors pour dire que D. Tusk aurait dû refuser l'invitation du 7 et partir avec le président. Dans l'autre camp, on disait que le voyage du Premier ministre avait pour fonction de préparer l'arrivée du président. Toujours est-il que D. Tusk se rendit à Katyn le 7 avril et que l'avion présidentiel, un Tupolev 154M dont ce devait être le dernier vol

5 Les massacres ont eu lieu en 1940 sur des territoires soviétiques, avant l'invasion allemande de 1941. Les charniers ont été découverts cette même année, et révélée au monde en 1943 par les Allemands qui entendaient s'en servir pour discréditer les Soviétiques. Cf. Aleksandra Kwiatkowska-Viatteau, *Katyń, l'armée polonaise assassinée*, Bruxelles, Éditions complexes, 1982.

6 Cf. Józef Buszko, *Historia Polski 1864-1948*, Varsovie, PWN, 1982, p. 384). L'auteur rappelle seulement les faits : la découverte des charniers, les accusations portées par l'Allemagne contre l'URSS qui nie, accuse à son tour le Reich, puis rompt les relations diplomatiques avec les autorités polonaises réfugiées à Londres après que celles-ci ont demandé une enquête de la Croix-Rouge internationale.

7 Jean-Michel Cosnuau, <http://www.lecourrierderussie.com/2010/04/katyn-ou-les-caprices-de-l-histoire/>, consulté le 27.08.2015. Le conflit n'est pas apaisé pour autant : certains milieux polonais demandent toujours la qualification du massacre de Katyn en « crime contre l'humanité », mais sont régulièrement déboutés.

8 Cf. Antoni Dudek, *Historia polityczna Polski*, Cracovie, Znak, 2013, p. 618 sq.

avant sa mise au rebut, ne décolla de Varsovie que trois jours plus tard, le 10 avril, avec à son bord 96 personnes⁹, dont L. Kaczyński et des personnalités de la vie politique, culturelle et militaire – dont aucune ne survécut à la catastrophe aérienne qui se produisit quelques minutes avant neuf heures (heure de Varsovie – et de Paris) sur l’aéroport militaire de Smolensk.

La cérémonie de Katyn apparaissait comme une étape importante dans la normalisation des relations entre la Pologne et la Russie, à défaut d’apaiser les tensions de la politique intérieure. La catastrophe remet en cause le processus de réconciliation et, loin d’unir la nation polonaise dans le deuil, creuse encore les antagonismes politiques.

La mort et les funérailles du président

Aussitôt après la catastrophe se posa la question de l’identification des corps, pour la plupart très abîmés. Le corps du président Kaczyński fut identifié dès le 10 avril par les agents polonais du « Bureau de protection du gouvernement », identification confirmée le jour même par son frère Jaroslaw venu de Varsovie, puis le lendemain au centre de médecine légale de Smolensk. Le corps de l’épouse du chef de l’État, Maria Kaczyńska, fut identifié le lendemain. Le corps du président fut rapatrié le 11 avril, mais ses pieds seraient retrouvés plus tard. Les victimes les plus abîmées furent transférées à Moscou, et il fallut attendre le 21 avril et les résultats des analyses d’ADN pour identifier tous les corps. Le corps M. Kaczyńska fut rapatrié le 13 avril. Le président par intérim B. Komorowski décréta un deuil national d’une semaine.

Le 11 avril, le corps du président fut transféré dans la chapelle du palais présidentiel à Varsovie où le rejoindrait bientôt le corps de son épouse. Sur le trajet de l’aéroport à la chapelle, le convoi funèbre du président fut salué par une haie humaine estimée à sept ou huit cent mille personnes. Les deux cercueils restèrent exposés, bien sûr fermés¹⁰, jusqu’au 17 avril. Environ 180 000 personnes vinrent leur rendre hommage. La décision fut prise d’inhumer le couple présidentiel dans la crypte de la cathédrale royale du Wawel, à Cracovie.

Les funérailles solennelles étaient prévues pour le 18 avril. L’événement, le plus important jamais organisé en Pologne, devait réunir un nombre record de délégations étrangères de premier plan, mais le sort en décida autrement : le volcan islandais Eyjafjallajökull entra en éruption le 14 avril, projetant dans les airs un nuage de poussière qui entraîna la fermeture de l’espace aérien en Europe du Nord. Toutes les personnalités qui devaient arriver en avion annulent leur venue. Leurs noms figurent en italiques dans les listes ci-dessous :

- têtes couronnées : *Albert II* (Monaco), *Alois* (Lichtenstein), *Charles* (Royaume-Uni), *Charles-Gustave XVI* (Suède), *Harald V* (Norvège), *Henri*

9 La liste complète est consultable sur Wikipedia.

10 Non seulement à cause de l’état des corps, mais aussi conformément à la tradition catholique.

- (Luxembourg), *Juan Carlos* (Espagne), *Marguerite* (Danemark), *Philippe* (Belgique), *Willem-Alexander* (Pays-Bas) ;
- chefs d'État : *Traian Băsescu* (Roumanie), *Demetris Christofias* (Chypre), *Heinz Fischler* (Autriche), *Ivan Gašparovič* (Slovaquie), *Mihai Ghimpu* (Moldavie), *Olafur Ragnar Grinnsson* (Islande), *Dalia Grybauskaitė* (Lituanie), *Abdullah Gül* (Turquie), *Tarja Halonen* (Finlande), *Wiktor Ianoukovitch* (Ukraine), *Toomas Hendrik Ilves* (Estonie), *Gjorge Ivanov* (Macédoine), *Ivo Josipović* (Croatie), *Hamid Karzai* (Afghanistan), *Václav Klaus* (République tchèque), *Horst Kohler* (Allemagne), *Mary McAleese* (Irlande), *Dmitri Medvedev* (Russie), *Barack Obama* (USA), *Artur Rasizade* (Azerbaïdjan), *Anand Satyanand* (Nouvelle-Zélande), *László Solyom* (Hongrie), *Georgios Papandréou* (Grèce), *Gueorgui Parvanov* (Bulgarie), *Nicolas Sarkozy* (France), *Bamir Topi* (Albanie), *Danilo Turk* (Slovénie), *Valdis Zatlers* (Lettonie) ;
 - chefs de gouvernement : *Andrus Ansip* (Estonie), *Gordon Bajnai* (Hongrie), *Jan Peter Balkenende* (Pays-Bas), *Silvio Berlusconi* (Italie), *Quentin Bryce* (gouverneure générale d'Australie), *Chung Un-Chan* (Corée du Sud), *Abbas El Fassi* (Maroc), *Nyamaa Enkhbold* (vice-président du parlement mongol), *Robert Fico* (Slovaquie), *Jan Fischer* (République tchèque), *Stephen Harper* (Canada), *Shimon Peres* (Israël), *Jose Luis Zapatero* (Espagne) ;
 - ministres et autres personnalités du monde politique et diplomatique : *Odein Ajumogovia* (ministre nigérian des Affaires étrangères), *Ali Ahani* (vice-ministre iranien des Affaires européennes), *José Manuel Barroso* (président de la Commission européenne), *Jerzy Buzek* (président du Parlement européen), *Aboulanga Fayza* (ministre égyptien de la Coopération internationale), *Patricia Espinosa Cantanello* (ministre mexicaine des Affaires étrangères), *Abrahamyan Hovik* (président du parlement arménien), *Bernard Kouchner* (ministre français des affaires étrangères) *Somanahalli Mallaiiah Krishna* (ministre indien des Affaires étrangères), *Wolodymir Lytwyn* (président du parlement ukrainien), *Ahmad Chaudhry Mukhtar* (ministre pakistanais de la Défense), *Li Shenglin* (ministre chinois des Transports), *Oural Muhamedjanov* (vice-président du kazakh) *Anders Fogh Rasmussen* (OTAN), *Herman van Rompuy* (président du Conseil européen), *Eda Satsuki* (président du parlement japonais), *Fawzi Fransa Toma* (ministre irakien de l'Industrie).

Quarante-deux délégations sur les soixante-huit ont annulé leur venue.

La cérémonie commença à la basilique Notre-Dame, au centre de Cracovie. Des milliers de personnes s'étaient massées sur les trottoirs pour suivre les événements. La messe fut célébrée par le cardinal Stanisław Dziwisz¹¹. Puis, le

11 Il fut le secrétaire particulier du pape Jean-Paul II durant tout son pontificat, de 1978 à 2005. Il est archevêque de Cracovie depuis cette date. Il incarne l'aile conservatrice de l'Église catholique.

convoi funèbre de plusieurs centaines de personnes se rend à pied au Wawel, où la cloche de Sigismond, la plus grande du pays, sonne le glas pendant une demi-heure. Vingt et un coups de canon sont tirés au moment où les deux cercueils sont déposés dans leur sarcophage d'albâtre.

Les polémiques

Les causes et les suites de la catastrophe

La catastrophe aérienne marqua un nouveau raidissement au niveau international et entraîna une profonde scission dans la société polonaise. En effet, dès le lendemain de la catastrophe, des médias et des hommes politiques évoquèrent la possibilité d'un attentat, d'un complot ourdi par D. Tusk et V. Poutine en vue d'éliminer le président Kaczyński, ce qui expliquait pourquoi D. Tusk s'était « arrangé » pour ne pas être dans le même avion que le président. Des vidéos d'amateur tournées sur le lieu du crash circulaient sur *Youtube*, faisant entendre des « coups de feu » qui retentissent sur le lieu du drame et suggérant que les survivants étaient achevés... Quelques jours plus tard, la chaîne de télévision catholique *Trwam* diffusa un reportage montrant les autorités de l'État polonais, en particulier le président par intérim B. Komorowski et le Premier ministre D. Tusk discutant joyeusement et riant sur le tarmac de l'aéroport militaire d'Okęcie (aéroport de Varsovie) où devait atterrir l'avion qui rapatriait les dépouilles des victimes. Très rapidement, la théorie du complot s'enracina profondément dans une partie de la population, notamment dans les milieux catholique et nationalistes et dans le PiS dirigé par Jarosław Kaczyński, frère jumeau du président défunt, et prit le visage d'Antoni Macierewicz¹², qui affirmait depuis le début qu'il ne s'agissait pas d'un accident, mais d'un attentat.

L'avion présidentiel s'est écrasé alors qu'il était en phase d'atterrissage, le train arrière ayant percuté des arbres. La visibilité était très mauvaise et l'aéroport de Smolensk étant dépourvu de guidage automatique, l'atterrissage devait s'effectuer manuellement. Très rapidement une commission d'enquête internationale, russo-polonaise, fut mise en place. Après un début de coopération harmonieux, les Polonais reprochèrent aux Russes de ne pas leur fournir les documents concernant le fonctionnement de l'aéroport de Smolensk. Néanmoins, les deux parties s'accordèrent pour reconnaître à la fois le caractère accidentel de la catastrophe et une série de manquements et de négligence de part et d'autre, notamment un défaut de communication entre l'équipage polonais (qui ne parlait pas le russe) et la tour de contrôle.

L'identification des corps fut faite sur les lieux de la catastrophe. Les corps les plus abîmés furent autopsiés à Smolensk, voire à Moscou, avant l'arrivée

12 Militant anti-communiste, engagé dans le KOR (Komitet obrony robotkinów, Comité de défense des ouvriers), militant du syndicat Solidarité. Après 1990, il prend ses distances avec Lech Wałęsa et développe une idéologie droitiste, nationaliste et catholique, voyant dans la politique menée en Pologne la main des anciens communistes et des services secrets russes.

des médecins légistes polonais. Les derniers corps furent rapatriés en Pologne le 23 avril, mais des analyses d'ADN furent effectuées jusqu'en 2012. Certaines victimes avaient été mal identifiées, notamment Anna Walentynowicz, grande figure du syndicat Solidarité, qui avait été confondue avec une autre victime, comme l'ont montré les analyses réalisées après exhumation en septembre 2012.

Les frictions entre les enquêteurs russes et polonais, les conditions des autopsies et, plus généralement, la méfiance des Polonais envers leurs puissants voisins orientaux, nourrissaient la théorie de l'attentat : il y aurait eu une explosion avant le crash, le brouillard aurait été produit artificiellement, etc. A. Macierewicz a publié en 2013 un rapport consultable en ligne, où il soutient la thèse de l'attentat et souligne tous les manquements de l'enquête¹³. Le rapport officiel de la commission dirigée par Jerzy Miller, ministre de l'Intérieur, conclut à un accident. Achievé en en 2011, il est également consultable en ligne¹⁴, mais le site ministériel¹⁵ consacré à la catastrophe a été bloqué en novembre 2016 après la victoire du PiS aux élections législatives, celle de son candidat Andrzej Duda à la présidentielle et la nomination d'A. Macierewicz au poste de ministre de la Défense. Le débat est donc loin d'être clos. Cette affaire continue de diviser la société polonaise et de peser sur les relations polono-russes¹⁶.

Le lieu de l'inhumation

Traditionnellement, les personnalités du monde de la politique et de la culture sont enterrées au cimetière Powązki de Varsovie, notamment dans le carré dit « allée des Méritants » (*Aleja Zasłużonych*) où reposent entre autres Leszek Kołakowski, Jacek Kuron, Bronisław Geremek, mais aussi Wojciech Jaruzelski, pour ne mentionner que des personnes internationalement connues. La vie et la carrière politique de L. Kaczyński étant entièrement liées à Varsovie, puisqu'avant d'être président de la république, il avait été maire de la capitale, le choix de ce lieu d'inhumation allait de soi. Cependant, sans doute à la demande de la fille unique du couple présidentiel, Marta, le cardinal de Cracovie S. Dziwisz annonce que les deux corps seront inhumés à Cracovie, dans la crypte de la cathédrale royale du Wawel¹⁷ : là encore, la société polonaise se divise profondément. Par la suite, en décembre 2010 un cénotaphe fut érigé au cimetière Powązki de Varsovie, à l'initiative privée de J. Kaczyński.

13 [http://orka.sejm.gov.pl/ZespolSmolenskMedia.nsf/EventsByLink/MJAI-97K9TJ/\\$File/Ksiazka_Raport_Smolenski_wyd2.pdf](http://orka.sejm.gov.pl/ZespolSmolenskMedia.nsf/EventsByLink/MJAI-97K9TJ/$File/Ksiazka_Raport_Smolenski_wyd2.pdf)

14 <http://static.presspublica.pl/red/rp/pdf/kraj/RaportKoncowyTu-154M.pdf>

15 faktysmolensk.gov.pl. La Première ministre Beata Szydło a simplement déclaré : « Ce site a été fermé et restera fermé. »

16 En janvier 2016 est évoquée la possibilité de transférer l'épave en Pologne. En même temps, A. Macierewicz annonce la réouverture de l'enquête.

17 L'inhumation dans la crypte d'une cathédrale n'est pas un fait nouveau : Gabriel Narutowicz, le premier président de la république polonaise, assassiné le 16 décembre 1922, quelques jours après son élection, par un nationaliste, a été inhumé dans la cathédrale Saint-Jean, à Varsovie.

Le Wawel est un complexe architectural situé sur une colline qui surplombe la Vistule à Cracovie, comprenant le palais royal proprement dit (la ville a été capitale du royaume et résidence royale de 1038 à 1596) et la cathédrale, remaniée et agrandie au cours des siècles, fascinant mélange de styles architecturaux, qui sert aussi de nécropole. Le nef contient le sarcophage de saint Stanislas (†1079), de la reine Hedwige¹⁸ (†1399), les tombes de rois Ladislas I^{er} le Bref (†1261), Casimir III le Grand (†1370), Ladislas II Jagellon (†1434), Casimir IV (†1492). La cathédrale possède des cryptes où reposent plusieurs dizaines de personnalités, notamment les deux poètes romantiques majeurs du XIX^e siècle, Adam Mickiewicz (†1855) et Juliusz Słowacki (†1849), et surtout des souverains du XIV^e au XVIII^e siècle : Jean-Albert (†1501), Sigismond I^{er} le Vieux (†1548), Sigismond II Auguste (†1572), Auguste II le Fort (†1733), Sigismond III Vasa (†1632), Jean III Sobieski (†1696), Michel Korybut Wiśniowiecki (†1673), Étienne Bathory (†1586), Ladislas IV Vasa (†1648). Y reposent également les cendres de Stanislas Leszczyński (†1766, transféré en 1938), d'épouses et d'enfants royaux, ainsi que celles de héros militaires : Józef Poniatowski, frère du roi Stanislas-Auguste Poniatowski, général napoléonien mort en 1813 durant la retraite de Russie ; le général Tadeusz Kościuszko (†1817), héros de la guerre d'indépendance des États-Unis et chef de l'insurrection de 1794 contre les Russes ; le général Władysław Sikorski, chef du gouvernement polonais en exil, mort dans une catastrophe aérienne en 1943 et inhumé au Wawel en 1993 ; et surtout le maréchal Józef Piłsudski (†1935), dirigeant – d'aucuns diraient dictateur – de la Pologne de l'entre-deux-guerres, célèbre pour avoir annoncé la renaissance de l'État en novembre 1918 et avoir vaincu l'Armée Rouge en 1920. Ayant commencé sa vie politique dans les rangs du Parti socialiste polonais, partisan de l'Autriche au début de la Grande Guerre, Piłsudski devint effectivement un dirigeant autoritaire qui faisait peu de cas des traditions polonaises de parlementarisme, notamment en prenant le pouvoir en mai 1926 par un coup d'État¹⁹. Il fut violemment critiquée par l'historiographie polonaise d'après 1945 qui voyait en lui un avatar du fascisme et accusait son gouvernement d'avoir causé la débâcle de 1939. Par retour de balancier, ce même Piłsudski s'est vu paré de toutes les vertus après la chute du communisme, sans doute en référence à sa victoire militaire de 1920. Il reste l'incarnation d'un État fort et, symbole de la Pologne ressuscitée et indépendante, il a en quelque sorte été accaparé par les partis de droite, notamment le PiS, alors qu'il était violemment combattu par la droite nationaliste de son vivant²⁰.

18 Hedwige fut canonisée en 1997 par Jean-Paul II.

19 Cf. Daniel Beauvois, *Histoire de la Pologne*, Paris, Hatier, 1995, p. 308 sq.

20 Adam Leszczyński, « Kradną nam Marszałka » (« Ils nous volent le Maréchal »), *Gazeta wyborcza*, 8 mai 2015. Le détachement de Piłsudski concernant la religion contraste plaisamment avec l'orientation nettement catholique du PiS : il s'était converti au protestantisme pour pouvoir épouser une femme divorcée, avant de revenir au catholicisme, toujours pour des raisons matrimoniales.

La crypte du Wawel sert donc de lieu de repos éternel à deux immenses poètes, à des rois et à trois militaires qui ont combattu pour la Pologne. La décision d'inhumer les époux Kaczyński dans l'antichambre de la crypte de Piłsudski fut approuvée par ses partisans, car même s'il ne portait pas les armes, ils soulignaient qu'il avait péri au service de son pays. De plus, l'hypothèse de l'attentat faisait de lui un martyr. Mais il y eut aussi de nombreuses protestations populaires et des personnalités exprimèrent leur désaccord dans les médias. Un journaliste remarque que ni le pape Jean-Paul II ni le cardinal Stanisław Wyszyński, appelé pourtant le « primat du millénaire », ne sont inhumés au Wawel, alors que leurs mérites et leur renommée dépassent largement ceux du président défunt²¹. Un compte Facebook « Non à l'enterrement du couple Kaczyński au Wawel²² » a été créé, diffusant aussi des photos de manifestations quelque peu irrespectueuses, comme celles de Cracoviens affublés d'une couronne en carton rassemblés au centre de la ville, sous la statue de Mickiewicz. Cependant, ce mouvement de refus fut assez éphémère et le jour du transfert des dépouilles, plusieurs dizaines de milliers de personnes se rassemblèrent sur le parcours du convoi funèbre. Enterrer Kaczyński aux pieds de Piłsudski constitue un symbole évident et permet d'établir des amalgames et des raccourcis mentaux : la proximité les unit dans la grandeur en tant qu'hommes d'État et rappelle leur ennemi commun, la Russie.

Lech Kaczyński s'était placé dans le sillage de son frère jumeau Jarosław dès le début de son activité de militant anticommuniste, dans les années 1970. Interné pendant près d'un an après l'instauration de la loi martiale en décembre 1981, il milita dans les structures clandestines du syndicat Solidarité officiellement dissous, puis participa en 1989 à un groupe de travail dans le cadre des négociations de la « Table ronde²³ » qui permirent les élections de juin 1989, où la défaite du PZPR marqua la fin du système communiste en Pologne. Dès lors, L. Kaczyński occupa sans discontinuer des postes et fonctions dans l'État : sénateur (1989-1991), président de la Cour des comptes (1992-1995, *Najwyższa Izba Kontroli*), ministre de la Justice (2000-2001), maire de Varsovie (2002-2005). Co-fondateur du PiS (au pouvoir de 2005 à 2007 et à nouveau depuis 2015) il est élu à la présidence de la République en octobre 2005 pour un mandat de cinq ans qui sera interrompu tragiquement le 10 avril 2010.

Cette carrière politique certes riche mais dépourvue de tout héroïsme ne justifiait pas aux yeux de nombreux polonais une inhumation dans un lieu aussi prestigieux. Les émotions et la solennité des cérémonies n'empêchèrent donc pas la polémique : après les protestations contre le principe même

21 Adam Szostkiewicz *Polityka*, 13 avril 2010.

22 « NIE dla pochowania Kaczyńskich na Wawelu ».

23 Premières négociations entre le gouvernement communiste et l'opposition en Pologne et même dans tout le bloc soviétique. Parmi les représentants de l'opposition lors des séances plénières, notons Bronisław Geremek, Jacek Kuroń, Tadeusz Mazowiecki, Adam Michnik, Lech Wałęsa... Ironie du sort : le PiS, dont L. Kaczyński est l'un des fondateurs, considère que les négociations de la Table Ronde ont trahi les idéaux démocratiques et ont permis aux communistes de garder la mainmise sur l'économie polonaise...

d'enterrement dans la crypte de Piłsudski, il y eut des contestations d'ordre juridique qui ne furent toutefois suivies d'aucun effet.

Une semaine après les funérailles, des pieds retrouvés sur les lieux de la catastrophe et identifiés comme étant ceux du président défunt furent rapportés de Russie. Ils furent déposés dans le sarcophage rouvert à cet effet. Les autorités avaient choisi de ne pas communiquer sur cet épisode, mais l'affaire finit par s'ébruiter. Ce « deuxième enterrement » donna lieu à une éphémère polémique formelle. En effet, toute ouverture de tombe est assimilée à une exhumation qui doit être autorisée par l'Agence de la sécurité sanitaire (Sanepid), ce qui ne fut pas le cas. Le parquet de Cracovie a donc porté plainte pour exhumation illégale, mais l'affaire a été classée sans suite²⁴.

En avril 2013, un député de l'Union de la gauche démocratique (*Sojusz lewicy demokratycznej*, SLD), Marek Balt écrit à l'inspecteur de l'Agence de la sécurité sanitaire que la crypte du Wawel ne figure pas au nombre des cimetières et que toute inhumation à cet endroit enfreint la loi²⁵. Son action n'a pas de suite, l'inspecteur lui opposant l'argument du droit coutumier.

Le couple présidentiel repose donc dans la crypte de la cathédrale du Wawel, en compagnie de rois et de généraux ; il a un cénotaphe dans l'allée des Méritants du cimetière Powązki de Varsovie. La polémique autour de l'inhumation de Marta et Lech Kaczyński s'est tue. Leur mort tragique les a fait entrer dans l'histoire de la Pologne, mais la catastrophe aérienne n'a pas fini d'être utilisée, voire instrumentalisée, dans le perpétuel conflit qui oppose depuis des siècles et à divers degrés d'intensité leur pays à la Russie.

Résumé

Le 10 avril 2010, le président polonais Lech Kaczyński accompagné d'une importante délégation se rend en Russie pour les commémorations du soixante-dixième anniversaire du massacre des officiers polonais par le NKVD à Katyń. La cérémonie doit marquer la réconciliation polono-russe. Mais l'avion s'écrase juste avant son atterrissage à Smolensk et n'y a aucun survivant. Aussitôt deux thèses s'affrontent, celle de l'accident et celle d'un attentat organisé par le Premier ministre polonais Donald Tusk et Vladimir Poutine. Le débat n'est pas clos à ce jour. Le président est inhumé dans la crypte de la cathédrale royale de Cracovie, ce qui divise également l'opinion. La catastrophe aérienne de Smolensk a ravivé les tensions polono-russes et accentué les divisions de la société polonaise.

Abstract

The death of President Lech Kaczyński: An air and political disaster

On 10 April 2010, the Polish president Lech Kaczyński, accompanied by a large delegation, was travelling to Russia for the commemorations marking the 70th anniversary of the NKVD massacre of Polish officers in Katyń. The ceremony was intended to symbolize Polish–Russian reconciliation. But the aeroplane crashed just before it was due to land in Smolensk and there were no survivors. Two conflicting hypotheses immediately emerged, arguing that the crash was either an accident or an assassination attempt organized by the Polish Prime Minister Donald Tusk and Vladimir Putin. The debate continues even today. The president was buried in the crypt of the royal cathedral of Kraków, which has also divided public opinion. The Smolensk air disaster has reawakened tensions between Poland and Russia and accentuated divisions within Polish society.

24 « Dlaczego ukryto drugi pogrzeb Kaczyńskiego? » (« Pourquoi a-t-on caché le deuxième enterrement de Kaczyński ? », *Gazeta krakowska*, 11 mars 2011.

25 *Gazeta wyborcza*, 9 avril 2013.